

CELTEX inc. PTR 800 PORTATIF 984-5292 BUR.: 967-9770 NovAtel \$799 AVEC ACTIVATION

LA PRESSE, MONTREAL, MARDI 26 JUIN 1990

Meech: à peine 25% des Canadiens approuvent Mulroney

Seulement 25 p. cent des Canadiens approuvent la façon dont Brian Mulroney a traité la question de l'Accord du lac Meech, selon un sondage Gallup.

Le sondage a été mené auprès d'un millier de Canadiens entre le 6 et le 9 juin, alors que les 11 premiers ministres canadiens étaient réunis à Ottawa pour trouver une issue à la crise constitutionnelle, en cherchant comment faire entrer le Québec dans la Constitution.

Plus de la moitié des Canadiens (55 p. cent) ont déclaré à Gallup qu'ils désapprouvaient le comportement du premier ministre canadien. Vingt p. cent n'ont pas exprimé d'opinion.

Dans la semaine suivant le sondage, le premier ministre Mulroney a reconnu avoir volontairement attendu au début de juin pour convoquer ses homologues provinciaux. Plusieurs n'ont pas manqué de le lui reprocher.

Les Québécois (36 p. cent), et en particulier les Montréalis (44 p. cent), sont tout de même demeurés les plus ardents défenseurs du premier ministre. On ne peut en dire autant pour l'Ontario, où seulement 18 p. cent de la population approuve le premier ministre, dont 18 p. cent des Torontois. Dans le reste du pays, l'appui au premier ministre varie de 26 p. cent dans les Maritimes à 24 p. cent en Colombie-Britannique et à 22 p. cent dans les Prairies.

Les francophones, qui ont d'ailleurs grandement facilité l'accession au pouvoir de Brian Mulroney, appuient sa façon d'agir dans une proportion de 37 p. cent, contre 21 p. cent pour les anglophones.

Le premier ministre a conservé l'appui de 65 p. cent des répondants du Parti conservateur, et a vu ses démarches approuvées par 19 p. cent des libéraux et des néo-démocrates.

Un sondage Gallup de cet échantillon est exact à l'intérieur d'une marge de quatre points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Ottawa s'empresse de rassurer les Américains sur l'avenir du Canada

Presse Canadienne WASHINGTON

Des hommes politiques et des hauts fonctionnaires canadiens ont tenté hier de faire comprendre aux États-Unis que l'accord du lac Meech était peut-être mort, mais que le Canada était toujours vivant et prêt à réagir.

L'ambassadeur canadien Derek Burney a livré un message de garantie sur l'avenir du Canada lors d'une rencontre avec des hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche et du Secrétariat d'État, a rapporté M. Malcolm McKechnie, porte-parole de l'ambassade.

M. Burney avait d'abord demandé cette rencontre pour discuter des préparatifs préliminaires au sommet économique, prévu pour le mois prochain à Houston, au Texas.

Toutefois, a souligné M. McKechnie, diverses questions au sujet du Lac Meech ont surgi.

L'ambassadeur a souligné que le Canada avait eu des difficultés avec la réforme constitutionnelle dans le passé et que, s'il ne trouvait pas nécessairement des solutions, il continuait d'en chercher, a rapporté M. McKechnie.

Hier, M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison-Blanche, a refusé de faire des commentaires sur l'accord. Le président des États-Unis, M. George Bush, ne veut pas se mêler de la politique interne du Canada.

Toujours hier, les grands journaux américains ont publié des interviews avec le ministre des Finances Michael Wilson, qui a tenté d'avertir les investisseurs internationaux de ne pas accorder plus d'importance qu'il ne fallait à l'accord.

Aussi bien le Washington Post que le New York Times ont souligné que M. Wilson avait pris l'initiative exceptionnelle d'offrir des interviews, indiquant, selon les journaux, l'ampleur de l'inquiétude du gouvernement canadien face aux répercussions possibles de la crise constitutionnelle sur les marchés monétaires étrangers.

Au Times, M. Wilson a déclaré que les gens de l'extérieur du Canada croyaient fortement que la force inhérente à ce pays demeurera.

Au Post, il a dit que la faillite du Lac Meech ne signifiait pas une division fondamentale du pays. Il a parlé de l'interruption d'une évolution.

Dans une interview à CBS-TV, le ministre des Affaires extérieures Joe Clark a dit que le Canada surmontera sa dernière crise constitutionnelle comme il a déjà fait dans le passé.

Avec le temps, et avec une preuve de la détermination des Canadiens anglophones à avoir un pays uni, nous réussirons, a dit M. Clark, en ajoutant qu'il ignorait toutefois par quel moyen précis.

Il est prématuré de parler d'indépendance — Bourassa

Agence France-Presse PARIS

Le Québec «coupe les ponts avec les autres provinces du Canada. Nous négocierons seul à seul avec Ottawa. Mais il est prématuré de parler d'indépendance», a déclaré le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, dans une interview publiée hier par le quotidien Le Figaro.

Interrogé au lendemain de l'échec de l'accord du Lac Meech, M. Bourassa a déclaré: «Il est prématuré de parler d'indépendance. C'est le pays qui choisira la meilleure formule, en tenant compte avant tout de ses intérêts économiques».

D'autre part, M. Bourassa avait invité dimanche les Québécois à s'unir derrière lui afin de donner au Québec une force politique sans précédent face au reste du Canada.



Robert Bourassa

«Le Québec doit se battre, il l'a toujours fait au cours de son histoire. Mais s'il peut se battre pour réaliser ses objectifs et préparer son avenir en étant uni, sa force est décuplée», a-t-il déclaré devant la presse, à l'occasion d'une réception qu'il offrait pour la Saint-Jean-Baptiste.

«Dans ce contexte-là, a-t-il ajouté, nous aurions une force politique très grande lorsque nous négocierons avec Ottawa le rapatriement des pouvoirs dont nous avons besoin.»

Le premier ministre a ainsi salué les manifestations de solidarité exprimées vendredi soir par le chef de l'opposition, Jacques Parizeau, quand ce dernier a «tendu la main» à son «premier ministre» pour qu'ils puissent «chercher ensemble une voie d'avenir pour le Québec».

«Il faut, dit-il, souligner la pertinence de ce qu'a dit M. Parizeau: que le Québec ne sera jamais plus fort que lorsqu'il est uni.»

Le premier ministre a par ailleurs refusé de dire s'il était encore fédéraliste, se contentant de répéter que le programme constitutionnel du Parti libéral du Québec serait revu à son congrès de mars 1991, et que d'ici là, le Québec refuserait de participer à toute discussion de nature constitutionnelle.

Pas d'autres démissions, dit Benoit Bouchard

Presse Canadienne OTTAWA

Benoit Bouchard, le lieutenant québécois de Brian Mulroney, a affirmé hier soir que les ministres québécois du cabinet appuient le premier ministre et qu'il n'y aura pas d'autres démissions dans les rangs conservateurs.

En dépit de la déception causée par l'échec de l'accord du lac Meech tous les députés conservateurs québécois donnent leur appui au premier ministre, a indiqué M. Bouchard à l'issue d'une réunion des ministres conservateurs québécois.

À l'issue de cette réunion de stratégie, les ministres québécois ont également condamné les tactiques du nouveau chef du parti libéral Jean Chrétien. «L'ensemble des députés que j'ai contactés ne veulent surtout pas prendre le risque d'avoir des chaises vides et donner la possibilité à M. Chrétien de dire que le Parti conservateur n'est pas capable de gouverner le pays», a déclaré M. Bouchard aux journalistes.

«Nous sommes sur le sentier de la guerre, avait-il déclaré plus tôt dans une entrevue. Nous voulons que les choses soient claires, nous ne voulons plus des ruses de Chrétien.»

Le ministre des Consommateurs Pierre Blais a déclaré de son côté, que les conservateurs ont essayé un échec avec la mort de l'Accord du lac Meech, mais «qu'il est temps de montrer les vrais coupables — Chrétien et sa gang. M. Chrétien a eu deux ans pour approuver les demandes minimales du Québec. Maintenant, il se réveille, mais les Québécois n'oublieront pas ce qu'il a fait», a-t-il ajouté.

M. Bouchard a lui aussi laissé entendre que Chrétien — qui a été critiqué au Québec la semaine dernière parce qu'il n'a pas donné son appui à l'accord — était

derrière la décision de Terre-Neuve de ne pas tenir le vote.

Trois députés québécois ont quitté le caucus conservateur parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec le parti dans le dossier du lac Meech — Lucien Bouchard, François Gerin et Gilbert Chartrand — et selon des rumeurs persistantes d'autres députés pourraient emboîter le pas.

Benoit Bouchard a déclaré pour sa part qu'il n'a pas l'intention de démissionner et le député de Longueuil Jean-Pierre Blackburn a dit qu'il prendrait quelques jours pour penser à son avenir politique et consulterait ses électeurs.

Chrétien est prêt à étudier l'idée de négociations bilatérales avec Québec

MAURICE JANNARD envoyé spécial

La Presse à CALGARY

Comprenant la déception du premier ministre du Québec à la suite de la mort de l'accord du lac Meech, le nouveau chef du Parti libéral du Canada, Jean Chrétien, s'est montré très intéressé par la proposition de Robert Bourassa d'entreprendre des négociations bilatérales avec le gouvernement fédéral.

À sa première conférence de presse comme chef du PLC, dimanche, M. Chrétien a déclaré: «À ce moment-ci, je suis prêt à considérer cette option». Selon lui, cette formule rendra les négociations plus faciles que celle utilisée jusqu'ici, qui consiste à réunir tous les premiers ministres à une même table. La négociation à deux partenaires produit moins de pressions politiques sur chacun d'eux.

Le chef libéral a condamné, à cet égard, le premier ministre Brian Mulroney pour sa stratégie d'enfermer ses homologues durant sept jours afin d'en venir à une entente.

Il a en outre souligné la possibilité d'utiliser cette formule de négociations bilatérales «avec d'autres régions du pays».

«Je ne blâme pas M. Bourassa ne plus vouloir recommencer». S'il devient premier ministre, M. Chrétien ne peut garantir qu'il y aura d'autres conférences constitutionnelles. «On ne peut pas rouvrir le dossier si Québec ne veut pas participer».

Il a répété qu'il ne voulait pas se faire élire à la Chambre des communes tout de suite, afin de se donner du temps pour rebâtir le parti. Dans quelques mois, il se présentera à une élection complémentaire, peut-être à l'extérieur du Québec. Toutefois, aux prochaines élections générales, il sera candidat dans Saint-Maurice, comme La Presse l'avait déjà annoncé en primeur.

M. Chrétien a condamné la taxe de vente fédérale sur les produits et services mais il n'a pas voulu s'engager à ce que la majorité libérale au Sénat bloque le projet conservateur. «Il n'y a pas de précédent où le Sénat a défait un projet de loi financier».

Pour regagner la confiance des électeurs de l'Ouest, il s'est prononcé en faveur d'une réforme du Sénat où les sénateurs seraient élus, mais il n'est pas d'accord avec l'idée de donner aux provinces le même nombre de représentants.

On a pu remarquer que le nouveau leader libéral avait un ton beaucoup plus modéré sur la question québécoise. «Je veux passer beaucoup de temps au Québec, il est important de parler du Canada aux Québécois».

Jean Chrétien a minimisé le départ des députés dissidents, Jean Lapierre et Gilles Rocheleau.

Le nouveau chef a dit du premier qu'il avait voulu être le président de sa campagne mais qu'il en avait préféré un autre à sa place, ce qui aurait froissé M. Lapierre. Quant au second, il pense que M. Roche-

leau a très mal pris personnellement le fait que l'équipe Chrétien ait réussi à faire élire des députés qui l'appuyaient dans le comté de Hull-Aylmer, alors que le député s'était impliqué pour faire passer une liste de personnes favorables à Paul Martin.

M. Chrétien se dit quand même déçu car il n'a pas eu le temps de leur parler. Le successeur de John Turner sait qu'il a une pente difficile à remonter auprès des Québécois. Il a dit qu'il fallait se reposer de la Constitution durant l'été. «Allez à la plage, a-t-il conseillé aux Québécois, mais évitez le lac Meech».

Positions difficiles

Tous ne pensent comme pas lui. Sheila Copps, qui ne partage pas la vision de Pierre Trudeau sur le fédéralisme, croit qu'une solution doit être trouvée rapidement. «On ne peut pas demander aux Québécois d'attendre encore dix ans». Pour Mme Copps, il est essentiel de poursuivre le dialogue avec le Québec.

Les libéraux ont aussi élu à la présidence de l'exécutif national du PLC, Don Johnston. Quelques jours après que l'accord du lac Meech eut été approuvé en principe par les premiers ministres canadiens, en avril 1987, M. Johnston quitta le caucus libéral parce que cette entente allait à l'encontre de sa pensée.

Cette démission avait insulté ses collègues francophones et le député André Ouellet qualifiait M. Johnston de «rhodésien de Wetsmount». Par contre, M. Ouel-

let s'est rangé dès le début de la course libérale derrière M. Chrétien.

Aujourd'hui, tous ces gens tentent de convaincre la population que le parti est unifié à nouveau.

Le PLC doit faire oublier aux Québécois l'engagement pris par M. Trudeau, lors du référendum de 1980, de renouveler le fédéralisme. Quelques années plus tard, les Québécois découvrent qu'en réalité Pierre Trudeau avait surtout en tête de centraliser le fédéralisme.

Ce matin, le premier ministre Brian Mulroney se retrouve aussi dans une position inconfortable. Il peut compter sur la sympathie du Québec, mais au Canada anglais sa crédibilité est affectée. Il ne faut pas minimiser le batailleur féroce qu'est le fils d'Irlandais. Pour regagner leur popularité, les conservateurs devront cesser d'appliquer des politiques de droite, pour développer des programmes sociaux qui aideront les classes moyennes et démunies.

Pour Jean Chrétien, la tâche est évidente. Il doit respecter les engagements pris par les libéraux envers les Québécois dans le passé et le démontrer par des attitudes concrètes.

Le Parti libéral, ont souligné les journaux de l'Ouest, a donné l'impression de vouloir mater à nouveau le Québec et le mettre à sa place. La presse anglophone doute que le Québec puisse se faire faire une autre fois le coup du fédéralisme renouvelé.



David Peterson

Peterson mise sur l'économie pour la réconciliation

Presse Canadienne TORONTO

Au lendemain de l'échec de l'Accord du lac Meech, le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, croit qu'il est possible de rebâtir la confiance mutuelle entre les premiers ministres du pays en consolidant les relations économiques entre les provinces.

Mais il n'y aura pas d'autres pourparlers constitutionnels avant une période de temps indéfinie, a déclaré hier M. Peterson, qui se rend aujourd'hui à Montréal pour y rencontrer le premier ministre du Québec, Robert Bourassa.

Devant l'Assemblée législative de sa province, hier, M. Peterson a livré un calme plaidoyer en faveur de l'unité nationale, invitant les provinces à maintenir les relations historiques qui ont gardé le Canada uni.

«La Constitution n'est qu'un seul des facteurs qui soudent notre pays, a-t-il dit. Nous sommes associés par la géographie, les rapports économiques, et par des liens émotifs et personnels qui transcendent les frontières politiques.»

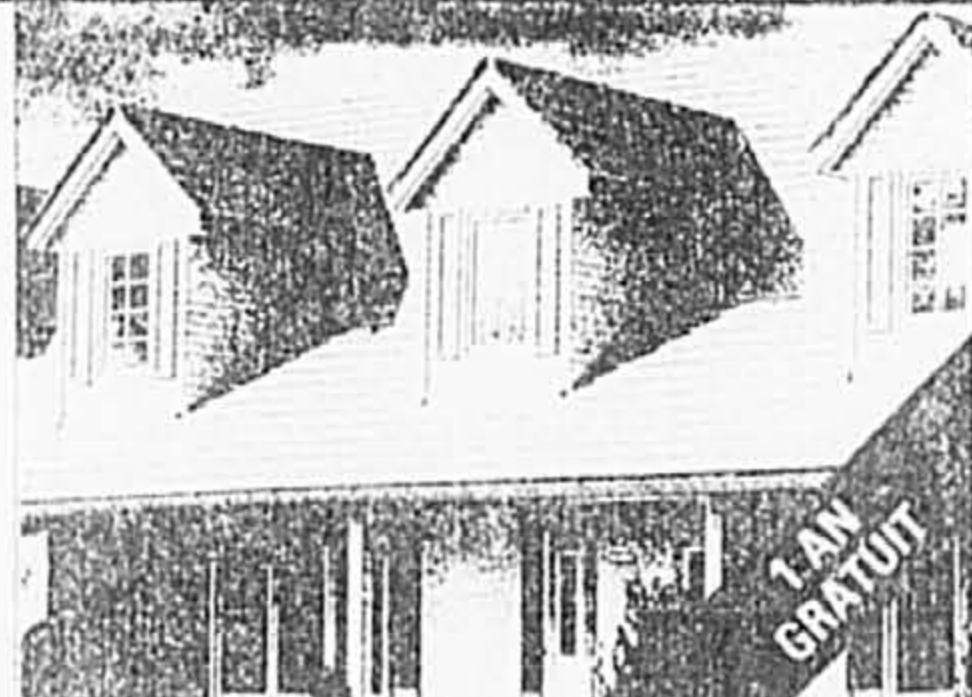
Le discours de M. Peterson a provoqué l'ire des membres de l'opposition à l'Assemblée législative, qui ont quitté les lieux pour protester contre la décision du premier ministre de partir sans entendre la réplique de leur leader respectif sur le sujet de l'accord du lac Meech.



Jean Chrétien

NOTRE CONCOURS «MAISON»...

c'est tellement personnel



Participez au concours «Le prêt hypothécaire gagnant», le concours «maison» de la SNF

Un concours qui pourrait vous aider à payer votre maison si vous souscrivez un prêt hypothécaire résidentiel à la Société Nationale de Fiducie, entre le 23 avril et le 29 juin 1990.

Le prêt: Aucun versement hypothécaire sur votre maison... pendant un an.

24/23 p.p.s.: Une assurance «maison» gratuite pendant un an (maximum 500\$) avec La Capitale, Compagnie d'assurance générale.

De plus, obtenez automatiquement:

Un rabais de 50\$ sur une police d'assurance responsabilité et biens personnels auprès de La Capitale, La Capitale

Appelez-nous: Un de nos conseillers vous dira tout au sujet de notre concours «maison».

Montreal (514) 844-2050 1-800-361-8625

Laval (514) 687-7360

Sillery (514) 881-1550

Personnellement, moi... c'est la SNF



SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE (GROUPE S.N.F.)

Les rendez-vous de l'automne

Avec la mort de l'accord du lac Meech, le fédéralisme, tel que nous le connaissons, est mort au Québec. La réflexion amorcée par les Québécois repose sur un consensus comme le Québec n'en a jamais connu et mène vers un changement radical des liens avec le reste du Canada.



Déjà, le premier ministre Bourassa a fait un premier pas dans cette direction en refusant dorénavant de participer à des conférences constitutionnelles et en privilégiant les relations bilatérales avec Ottawa. Ces rapports Québec-Ottawa, utiles à court terme pour résoudre des problèmes concrets, comme l'immigration, sont plus lourds de sens que ne le croient bien des anglo-canadiens.

D'abord, les propos de M. Bourassa annoncent qu'une page de l'histoire constitutionnelle est tournée: celle du Canada des onze qui a fait les choux gras de Clyde Wells et de Gary Filmon. Ensuite, ils indiquent que les Québécois n'accepteront plus de retourner à une table pour rediscuter, sous une forme ou une autre, des cinq conditions qui les auraient ramenés dans le giron constitutionnel. Ils sont déjà passés à autre chose.

Le consensus, très large, amplifié par l'opposition au Lac Meech à travers le Canada, c'est d'abord le fait que les Québécois voient le Québec comme une nation et comme un État, ce qui les amène à vouloir détenir le maximum des pouvoirs pour refléter cette réalité.

Par contre, on sent, chez beaucoup de Québécois, malgré la montée du sentiment souverainiste, une réticence à briser les liens avec le Canada, notamment pour des raisons économiques. On a pu le voir, par exemple, par l'appui qu'ils ont donné à la démarche du Lac Meech, même s'ils trouvaient l'entente insatisfaisante.

Le débat, au Québec, que tous veulent sagement reporter à l'automne, portera vraisemblablement sur les options qui pour-

ront concilier ces deux pôles: obtenir le maximum de pouvoir avec un minimum de rupture. Le couloir sera cependant étroit entre l'option que l'on connaît, la souveraineté-association du Parti québécois, et celle que formuleront les libéraux.

En effet, M. Bourassa a laissé toutes les portes ouvertes, mais il faudra que sa solution, s'il veut rallier les Québécois et ne pas briser le consensus, s'éloigne considérablement de ce qu'est actuellement une province dans la confédération. Il devra trouver une formule qui consacre l'existence de l'État du Québec sans briser le lien confédératif. De nombreuses options peuvent attendre ce double objectif, par exemple celle d'une structure où le Québec et le reste du Canada sont deux États associés, liés par un parlement commun de type européen.

Mais s'il est encore trop tôt pour définir une option avec précision, on sait déjà que le Québec s'orientera vers une formule qui annonce la fin du Canada à dix. On sait aussi que cette conception nouvelle des rapports entre le Québec et le reste du Canada est irréconciliable avec le fédéralisme traditionnel, qui s'est exprimé de façons multiples dans la bataille contre l'accord du lac Meech et dans l'arrivée, « dans l'enthousiasme », de Jean Chrétien à la tête du Parti libéral du Canada.

Dans cette démarche, le Québec fera face à un Canada divisé et confus. Au Québec, M. Chrétien est à la fois pathétique et menaçant. D'un côté, il a dû perdre ce qui lui restait de crédibilité en conseillant aux Canadiens des dix provinces de visiter leur beau pays pour restaurer l'unité canadienne. Par contre, les Québécois savent que le fédéralisme fossilisé de Jean Chrétien est aussi le fédéralisme de l'affrontement stérile.

Mais les propos vibrants de Jean Chrétien touchent une corde sensible ailleurs au Canada. Bien des anglo-canadiens, soucieux maintenant de se convaincre que leur opposition à Meech ne décrivait pas un rejet du Québec, voient dans les appels du chef libéral la voie de l'avenir.

Par contre, d'autres Canadiens ont constaté que l'échec du Lac Meech n'est pas le résultat d'une crise de l'unité canadienne,

mais plutôt l'illustration d'une crise beaucoup plus profonde d'un Canada malade, incapable de définir son identité et de se doter des institutions qui l'aideraient à résoudre des problèmes contemporains.

M. Mulroney, qui a défendu l'entente jusqu'au bout, doit savoir à quel point le Canada est ingouvernable. D'autres Canadiens, comme David Peterson de l'Ontario, sont conscients des enjeux. Il faudra que sa voix, et d'autres voix se fassent entendre pour que le gouvernement conservateur puisse retrouver au Canada anglais la crédibilité dont il a besoin pour traiter avec le Québec.

Il faudra aussi que le Canada s'affranchisse de son infantilisme politique. On a assisté, en fin de semaine, à des gestes qui feraient rougir de honte n'importe quel pays civilisé. En réclamant la démission de Brian Mulroney, les néo-démocrates et les libéraux, cedant à des réflexes bêtement partisans, contribuent surtout à amplifier la crise que traverse le Canada. N'oublions pas que le Québec, peu importe l'option qu'il choisira, a tout à gagner de la bonne santé économique et politique du Canada.

Par contraste, les dirigeants politiques québécois, Robert Bourassa, ferme et ouvert, et Jacques Parizeau, noble et conciliant, ont donné, en se plaçant au dessus de la mêlée, une leçon de politique au reste du Canada. De la même façon, les Québécois, comme on a pu le voir pendant les fêtes de la Saint-Jean, ont fait preuve d'une sérénité et d'une cohésion qui permettent l'optimisme.

C'est donc le Canada, et non le Québec, qui est en crise. C'est également le Québec, parce que sa réflexion est beaucoup plus avancée, qui détient la clé de l'avenir du Canada. Bien sûr, les Québécois penseront d'abord, dans les mois qui viennent, à leur propre avenir. Mais le « new deal » qu'ils proposeront permettra aux autres provinces de sortir du cul-de-sac actuel et de redéfinir un pays qui tourne en rond.

Alain DUBUC

Le défilé du peuple

Le plus beau défilé de la Saint-Jean a eu lieu, hier, après le défilé officiel.

Par dizaines de milliers, des Québécois joyeux, unis, solidaires, ont chanté et proclamé leur fierté, leur liberté, leur amitié, leur goût du Québec. Dans le calme, dans l'enthousiasme, dans la bonne humeur, les gens ont fait la parade. Ce fut le défilé du peuple.



Pas d'agressivité, pas d'amertume, pas de provocation, pas de violence. Une fête populaire, une manifestation pacifique, une démonstration collective impressionnante. « Une bouffée d'amour entre Québécois », comme l'a résumé Marie Tifo.

Ce rendez-vous monstre et spontané était rempli de symboles. Il a fait redécouvrir cette profonde « joie de vivre » propre aux Québécois. Il a ramené les souvenirs des traditionnelles parades de la Saint-Jean. Il a démontré à ceux qui ne veulent pas y croire que les Québécois peuvent être d'une solidarité exemplaire lorsque leurs aspirations fondamentales sont en cause.

Le défilé officiel était plus modeste que ceux qui avaient lieu il y a vingt ans. C'était une première et plusieurs entreprises et organismes hésitaient à y participer, de crainte qu'il ne prenne une tournure nettement partisane. Les organisateurs de La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ne sont pas tombés dans ce piège. C'est à leur honneur.

Les chars allégoriques représentaient des thèmes intéressants mais ils étaient peu luxueux, pour ne pas dire décevants. Le défilé était davantage un prétexte à la manifestation populaire qu'une exposition en soi. La présence d'un plus grand nombre de corps de tambours et de clairons ou de fanfares aurait contribué à une plus grande animation de la foule. La police a été discrète et respectueuse des débordements de joie.

La SSJB a gagné son pari de permettre aux Montréalais et aux Québécois de faire la fête. Les responsables doivent être chaleureusement félicités. Ils avaient pris « un beau risque »: ils ont réussi.

Claude MASSON



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Évangéliser ou enseigner?

En réponse à l'article paru le 8 juin sous la rubrique Libre opinion, concernant la présence rare d'un personnel professionnel d'origine immigrée à la CECM, je voudrais apporter mon témoignage à cet effet. Tout d'abord, mon discours portera essentiellement sur la section Education des adultes de la CECM, secteur que je connais le mieux puisque j'y oeuvre depuis 18 ans. Ensuite, comme la CECM, je définis le personnel d'origine immigrée comme non né au Canada. (Sondage du mois d'avril 90 mis en place pour déceler la présence de « communautaires ethniques » parmi le personnel de la CECM.)

Oui! Nous sommes rares dans cette commission scolaire à être d'origine immigrée parmi les enseignants. (Et pourtant, 40 à 60% de notre clientèle au niveau de tout le secteur, est d'origine immigrée): un à deux professeurs par centre sur un total de 20 à 30 professeurs, nous sommes loin de la représentativité proportionnelle! Cette dernière devient nulle quand il s'agit de postes de cadres. Si un jour nous avons été engagés, par hasard ou par accident, mais toujours sur la base de nos diplômes et de notre expérience, nous en avons payé le prix: grande disponibilité aux étudiants, travail accru, ponctualité et assiduité à toute épreuve, mobilité à l'horizontale: en 18 ans,

j'ai enseigné la physique, la chimie, la biologie, le français de base et les mathématiques dans 7 centres différents. Quant à la mobilité à la verticale, soit la possibilité d'occuper un poste de cadre, celle-ci semble réservée aux Québécois non d'origine immigrée. Regardons ensemble les critères de sélection pour occuper un poste de directrice ou de directeur adjoint à la CECM (circulaire # 36, CECM, concours de promotion directrice directeur adjoint, 06-02-90). A part les exigences relatives aux diplômes et à l'expérience, on retrouve, et je cite: « 2 examens écrits, épreuve visant à mesurer les connaissances pédagogiques et à apprécier le degré d'adhésion aux objectifs de la commission notamment en regard de la promotion des valeurs chrétiennes... »

5 entretiens visant à mesurer... l'adhésion aux objectifs de la commission, notamment à sa dimension chrétienne. Ces exigences sont requises pour diriger un centre dont la clientèle n'est peut-être même pas chrétienne et dont de toutes façons le choix religieux est déjà fait puisqu'il s'agit d'adultes contrairement aux enfants qu'il faut peut-être évangéliser! Évangéliser ou franciser pour reprendre les termes de l'éditorial de Pierre Vennart dans *La Presse* du 13 juin: « La CECM court deux lièvres à la fois... »

Devant une telle aberration, il serait peut-être temps de repenser un système d'éducation basé sur la professionnalité et la langue au profit de commis-

sions scolaires linguistiques, ce qui tiendrait compte de la diversité religieuse des Montréalais.

Dans un tel contexte, il est important pour le professeur d'être axé sur l'étudiant adulte, sur le développement de ses potentialités et d'ignorer les questions politiques ou idéologiques qui se rattachent à notre profession.

Eliane ACOCA
Professeure à la CECM

et
professeure chargée de cours
en éducation à l'UQAM

Vous n'avez aucun mandat

Lettre ouverte aux députés fédéraux qui ont décidé de siéger indépendants.

Messieurs, Suite à votre décision de quitter le Parti conservateur du Canada et de vous déclarer souverainistes, permettez-moi de vous informer de ma déception. Les résidents de vos comités ne vous ont jamais donné ce mandat et en ne respectant pas le processus démocratique, vous les privez d'une représentation politique à Ottawa.

Pourquoi n'avez-vous pas démissionné et choisi de vous représenter comme indépendants? La démocratie vient de faire un pas en arrière à cause de votre action et la communication entre vos compatriotes francophones et anglophones, entre Québec et les autres provinces, ne sort pas renforcée.

La démocratie, disait Chur-

chill, c'est le pire des régimes à l'exception de tous les autres. Bien sûr, le dialogue démocratique peut être difficile, mais comme il a été dit quelque part, il n'est besoin ni d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.

Ceux qui ne voient que le blanc et le noir dans la vie se condamnent à une forme de paralysie, car il peut avoir un jour une lueur qu'il faut savoir saisir au bon moment... si on est là, et on n'a pas abandonné comme vous.

Nous sommes à une étape où le Canada — pays extraordinairement privilégié — peut beaucoup apporter au monde. Pour cela, il a besoin de vrais leaders capables de construire et de s'entendre sur un idéal généreux, une vision commune. Serez-vous de ceux-là, ou vous contenterez-vous de toucher une pension d'un pays auquel vous ne croyez plus.

Hedi MIZOUNI
Ile-des-Socurs

Derrière vos vitres noires

Ça fait plus de 300 demandes d'emplois que je fais et c'est toujours les mêmes résultats: où je n'ai pas assez d'expérience ou, si je veux entrer à la base, j'ai trop de scolarité! Même à la Fonction publique québécoise, qui se devrait pourtant de donner l'exemple, puisque le parti au pouvoir paie des annonces valorisant la création d'emplois et le retour sur le marché du travail pour ceux qui n'ont pas d'emplois,

on me répond toujours et invinciblement que ma candidature ne peut être retenue parce que je n'ai pas « une expérience acquise dans l'exercice d'attributions comparables à celles indiquées dans l'appel de candidatures ».

En bref, pour avoir le « job », il faut déjà l'avoir eu ou fait auparavant! Alors, quand on parle des jeunes, des ethnies, et des femmes qui ont droit à l'égalité... on oublie de leur dire que cela est vrai et réalisable en autant qu'ils aient déjà fait le « job » ou qu'ils aient déjà un emploi comparable! Mais si tel est le cas, s'ils ont déjà l'emploi comparable, ce n'est pas eux qu'il faut aider: c'est ceux qui n'ont pas d'emploi ou un bon emploi. Pire, on utilise même des formes de discrimination mathématique pour un poste, 2 ans d'expérience valent 1 an de scolarité manquante, mais 1 an de scolarité supplémentaire ne vaut qu'un an d'expérience et non deux comme je m'y attendais! Si ce n'est pas une barrière à l'embauche, je me demande ce que c'est???

S'excusez, pardon, messieurs les ministres et députés, quand vous dites vouloir envoyer les gens travailler grâce à vos programmes, vous me faites rire. Je crois sincèrement que vous devriez « crisser » la paix à ceux qui ne travaillent pas et vous mettre plutôt vous-mêmes à l'ouvrage, c'est-à-dire regarder pourquoi ils ne travaillent pas. Vous verriez alors qu'il faut d'abord résoudre les problèmes du système — et de la fonction publique par le fait même —

avant d'envoyer les gens se trouver un emploi, car vous les forcez tout simplement à se « pêter la gueule » sur un mur! Mais peut-être n'en êtes-vous pas conscient, car pour être élu député ou nommé ministre, il ne faut pas « une expérience acquise dans l'exercice d'attributions comparables à celles indiquées dans l'appel de candidatures », bref vous n'avez pas eu à être ministre ou député avant d'être nommé ou élu une première fois. Changez ceux que vous êtes! Vous n'avez donc pas connu cet élu qui se frapper au mur du 5, 8, 10 ans d'expérience pour qu'une candidature soit au moins regardée, et je dis bien regardée et non retenue, car c'est cela la situation actuelle.

S'excusez, pardon, messieurs les ministres, je crois que vous devriez abandonner certains de vos privilèges au plus vite et plus particulièrement vos limousines aux vitres noires, car vous ne soyez plus le peuple que vous représentez. Peut-être que, si à la place, vous aviez un billet de train ou d'autobus pour vous rendre dans les régions éloignées, que si vous étiez assis avec le bon peuple dans le métro de Montréal pour aller à vos rendez-vous, vous verriez la réalité du Québec. Vos politiques ne pourraient alors qu'être meilleures que derrière vos vitres noires, car vous ne nous voyez pas. Ou si vous nous voyez, vous ne voulez pas qu'on vous voie, car vous y êtes de nous!

Bien à vous,
Michel HANDFIELD, M.Sc.
Montréal

DÉPÊCHES

LIBÉRIA
Échec des pourparlers

Les rebelles libériens ont annoncé hier qu'ils refusaient de reprendre les pourparlers avec le gouvernement du président Samuel Doe et qu'ils allaient prendre Monrovia par la force. Les pourparlers auraient dû reprendre hier en Sierra Leone, mais Tom Woeweyu, porte-parole du Front national patriotique (FNPL), dont les forces sont à une trentaine de km de Monrovia, a exigé le départ de Doe et déclaré: «Nous n'avons pas l'intention de perdre du temps et de l'argent dans de vaines aventures. Nous allons prendre Monrovia».

ÉTHIOPIE
Mobilisation générale

Le Shengo (Parlement) a voté hier la mobilisation générale afin de défendre «la sécurité nationale et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie», a annoncé la radio gouvernementale. Il a décidé que «le recrutement et l'entraînement des troupes seraient poursuivis sur des bases plus larges et qu'une force de réserve sûre serait mise en place», selon la radio. La résolution votée affirme que le Front de libération du peuple érythrien (EPLF) et le Front de libération du peuple du Tigre (FLPT) refusent toute négociation et menacent de plonger tout le pays dans la guerre.

POLOGNE
Nette cassure

Soixante-trois des 200 membres du Comité civique créé par Lech Walesa en vue de guider la Pologne vers la démocratie ont démissionné dimanche en invoquant une «crise de confiance» avec le chef historique de *Solidarnosc* et prix Nobel de la paix. Parmi les démissionnaires, qui ont rompu lors d'une réunion houleuse du Comité civique, figurent des intellectuels en vue comme Adam Michnik, Zbigniew Brzezinski et Henryk Wujec. Le conflit intervient en pleine chute du niveau de vie en Pologne, où le gouvernement Mazowiecki s'efforce d'instaurer une économie de marché après des décennies de sclérose communiste.

YOUGOSLAVIE
La Slovénie libre?

La Slovénie, l'une des six républiques yougoslaves, a annoncé hier son intention de proclamer son indépendance. Le président slovène, Milan Kucan, a annoncé la mesure en déclarant qu'une nouvelle constitution allait être rédigée afin de faire de la Slovénie «un État souverain et non plus une unité fédérale», a rapporté l'agence Tanjug. La Slovénie a déjà fait savoir qu'elle souhaitait voir la Yougoslavie se transformer en confédération, avec un minimum de pouvoir réservé à Belgrade.

ZAMBIE
Émeutes du pain

Des émeutiers, irrités par une forte hausse des prix des produits alimentaires, ont pillé hier des magasins dans le centre de Lusaka, capitale de la Zambie. La police zambienne, appuyée par des hélicoptères, s'est déployée dans le quartier de Cairo Road et a bloqué le centre-ville. Alex Shapi, secrétaire d'État à la Défense et à la Sécurité, n'a pu donner ni le bilan des affrontements ni l'assurance que les forces de l'ordre contrôlaient la situation. Ces violences ont suivi un défilé des étudiants de l'Université de Zambie en direction de la résidence officielle du président Kenneth Kaunda. Le cortège a été bloqué par la police et la gendarmerie.

Pékin autorise Fang Lizhi à se réfugier à Londres



Fang Lizhi et sa femme, Li Shuxian, lors d'une rencontre avec les journalistes dans leur appartement de Pékin, en février 1989.

d'après AFP et Reuter
WASHINGTON

Plus d'un an après avoir trouvé refuge à l'ambassade américaine à Pékin, le plus célèbre dissident chinois, l'astrophysicien Fang Lizhi a été autorisé à quitter la Chine hier, un geste qui traduit la volonté chinoise d'obtenir la levée des sanctions imposées par l'Occident après la répression du Printemps de Pékin.

Avant son départ, Fang Lizhi s'est engagé auprès des autorités de Pékin à ne prendre part à aucune action contre la Chine, a indiqué la Maison Blanche qui s'est félicitée de la décision de Pékin, prise selon l'agence officielle Chine nouvelle «pour des raisons humanitaires».

Le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, a souligné que le départ de Fang Lizhi et de son épouse Li Shuxian constituait une «contribution importante» à l'amélioration des relations sino-américaines. Le sort de Fang Lizhi constituait le principal contentieux entre Pékin et Washington, qui s'est efforcé, malgré de nombreuses critiques aux États-Unis, de ne pas couper les ponts avec la Chine.

De son côté, le chef de la diplomatie japonaise Taro Nakayama a estimé que ce geste «créait un climat très favorable à l'amélioration des relations entre la Chine et les pays occidentaux».

Dans une déclaration rendue publique par le département d'État américain, Fang et son épouse, Li Shuxian, disent: «Nous accueillerons favorablement toute action en accord avec les intérêts progressistes de la société chinoise mais nous refuserons de participer à toute action qui serait dirigée contre la Chine».

Dans ce communiqué en trois points, Fang se dit opposé aux principes fondamentaux de la Constitution chinoise, car ils sont destinés à maintenir un système politique de «lutte des classes».

En second lieu, Fang demande à quitter la Chine pour aller voir sa famille et des amis à l'étranger et y suivre un traitement médical. Il déclare enfin qu'il se cantonnera à ses recherches universitaires et ne prendra pas part à des actions d'opposition.

M. Fitzwater a réaffirmé que les États-Unis n'avaient fait aucune promesse, ni passé aucun marché avec Pékin pour obtenir le départ de M. Fang, auquel ils travaillaient depuis plusieurs mois, plus intensément depuis janvier dernier.

Réfugiés à l'ambassade américaine depuis juin 1989, au lendemain de la répression des manifestations de la place Tiananmen, Fang Lizhi et son épouse ont quitté Pékin hier matin à bord d'un avion militaire américain. Ils sont arrivés à Londres hier soir, où le célèbre astrophysicien a été autorisé à demeurer au moins six mois.

Astrophysicien de renommée internationale, Fang Lizhi, âgé de 52 ans, est surnommé le «Sakha»

rov chinois» en raison de son combat en faveur de la démocratie et des droits de l'homme en Chine. Il était considéré par Pékin comme un «traître à la nation» et avait été relevé de toutes ses fonctions officielles. Sans avoir pris directement part aux manifestations du printemps de Pékin, il avait pris position pour les étudiants.

Le départ du couple apparaît comme une concession majeure du régime de Pékin, soucieux d'améliorer son image internationale pour obtenir la levée des sanctions occidentales. Ce geste est intervenu le jour de la réunion du Conseil européen de Dublin et a quelques jours du sommet des 7 principaux pays industrialisés, qui se retrouveront du 9 au 11 juillet à Houston et doivent évoquer leur attitude vis-à-vis de Pékin.

Les tueurs du cartel de Medellín se déchainent : 63 morts

d'après AFP
BOGOTÁ

Soixante-trois personnes ont été assassinées ce week-end à Medellín, dans ce qui semble un tournant dans la guerre entre le gouvernement et les barons de la drogue qui ont choisi délibérément l'escalade de la terreur en frappant sans discernement la population.

De plus, les autorités ont découvert hier matin devant un hôtel d'Estrella (banlieue de Medellín) une voiture piégée contenant 120 kg de dynamite. L'explosion aurait dû avoir lieu lors de l'ouverture d'une porte de véhicule.

Samedi soir, 19 personnes ont été tuées et sept autres blessées lors d'un groupe de sicarios (tueurs), éparpillant seulement les femmes, a ouvert le feu contre les clients d'une discothèque située entre le quartier résidentiel El Poblado et la banlieue d'Enviado, bastion du chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar.

La discothèque Oporto, où le massacre a eu lieu, est fréquentée par la jeunesse riche de Medellín et les observateurs à Bogota font remarquer qu'il y a quelque mois, les «Extradables» (trafiants susceptibles d'être extradés aux États-Unis), considérés comme le bras armé du cartel de Medellín, avaient quitté qu'une de leurs cibles privilégiées serait «l'oligarchie» colombienne.

Durant ce week-end sanglant, 44 autres personnes ont été assassinées. Parmi elles, cinq policiers ce qui porte à 146 le nombre de policiers tués à Medellín depuis le début de l'année.

La tuerie de Medellín est un coup porté aux forces de l'ordre colombiennes dont la crédibilité se trouve désormais quelque peu ébranlée. Malgré quelques victoires et notamment l'élimination, le 14 juin dernier, du chef des sicarios, John Jairo Arias Tascón, ainsi que la capture jeudi dernier de 27 tueurs, les autorités ne sont pas parvenues à entamer véritablement la puissance de la mafia.

À chaque fois qu'elles ont marqué un point, les «narcos» ont répliqué en frappant encore plus fort malgré les nombreux renforts envoyés à Medellín. Jeudi dernier, 1 200 soldats sont venus s'ajouter aux 350 policiers et militaires envoyés une semaine auparavant.

Le président Bush accueille Nelson Mandela en chef d'État

Le vice-président de l'ANC refuse de renoncer à la lutte armée

Reuter, AFP et UPI
WASHINGTON

Le président George Bush a accueilli hier à la Maison-Blanche Nelson Mandela comme un chef d'État et l'a exhorté à renoncer à la violence, mais le leader démocrate sud-africain s'est réservé le droit d'utiliser toutes les tactiques nécessaires pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

«Il doit y avoir, de tous les côtés, un engagement clair pour le changement. Toutes les parties doivent saisir la chance d'avancer dans un esprit de compromis, de tolérance, de souplesse et de patience. J'appelle tous les éléments de la société sud-africaine à renoncer à l'usage de la violence et à la lutte armée», a déclaré le président américain en recevant Mandela sur la pelouse de la Maison-Blanche.

Mandela, parlant sans notes, a répliqué que la tactique du Congrès national africain (ANC) et des autres Noirs d'Afrique du Sud serait déterminée en fonction de l'attitude du régime blanc de Pretoria. Mandela, actuel vice-président de l'ANC, fonda, à la fin des années 1950, le bras armé du mouvement anti-apartheid *Umkhonto We Sizwe* (Fer de lance de la Nation).

«Quand un gouvernement décide d'interdire les organisations politiques des opprimés, accroît son oppression et interdit toute activité politique, même pacifique et non-violente, alors les gens n'ont pas d'autre choix que le recours à la violence», a-t-il affirmé.

Libéré en février dernier, après 27 ans de captivité, Mandela a déclaré que Bush n'avait pas été correctement renseigné sur le rôle de la violence dans la lutte contre l'apartheid. Mais il a ajouté que cette violence ne serait pas nécessaire tant que le régime du président Frederik de Klerk poursuivrait son objectif d'abolir l'apartheid. Il a d'autre part demandé au chef de l'État américain de le consulter avant

toute décision relative aux sanctions américaines contre l'Afrique du Sud.

À sa sortie de la Maison-Blanche, près de trois heures plus tard, Nelson Mandela a qualifié sa visite de «succès» et a affirmé avoir réduit les divergences avec le président Bush. «Nous avons eu une discussion très productive», a déclaré Mandela à la presse. «Je suis très content de dire que nous avons atteint un large accord sur presque toutes les questions qui ont été abordées», a-t-il ajouté.

«Il y avait des questions sur lesquelles nous partions de positions différentes mais, au cours des discussions, nous avons réduit les divergences qui existaient», a précisé Mandela.

La divergence de vues sur la résistance armée était illustrée, dimanche, par les propos de la femme de Mandela, Winnie, qui a déclaré que les Blancs avaient accepté de discuter uniquement parce que les Noirs d'Afrique du Sud avaient pris les armes. «S'il n'y avait pas eu l'aile militaire de l'ANC, Pretoria n'aurait jamais accepté de nous parler», a-t-elle assuré.

Mandela, reçu triomphalement auparavant à New York et Boston, a demandé à Bush de maintenir les sanctions économiques des États-Unis contre l'Afrique du Sud jusqu'au démantèlement de l'apartheid, qui est toujours en vigueur et qui prive la majorité de ses droits politiques légitimes et démocratiques. Bush y est d'ailleurs astreint par une loi du Congrès.

«C'est grâce aux sanctions aussi que des progrès énormes ont été faits», a-t-il déclaré. Bush a pour sa part de nouveau condamné l'apartheid et a salué comme un «événement positif» la promesse de de Klerk d'ouvrir la vie politique aux Noirs.

Poursuivant sa tournée de 12 jours à travers les États-Unis, destinée à la fois à remercier les Américains qui militent contre l'apartheid, à réclamer le maintien des sanctions et à recueillir des fonds pour l'ANC, le couple Mandela en rendra en Georgie et en Californie, après Washington.

Les Douze en voie de réaliser l'union européenne

d'après AFP et Reuter
DUBLIN

Les Douze de la CEE ont donné hier le coup d'envoi à l'ambitieux projet de transformer le Marché commun en union européenne afin de se donner les moyens d'affronter les changements en cours sur leur continent.

À huit jours de l'unification monétaire allemande, les chefs d'État et de gouvernement réunis à Dublin ont décidé de convoquer pour les 14 et 15 décembre à Rome, deux conférences intergouvernementales, sur l'union économique et monétaire et l'union politique européenne.

Il s'agira de définir quelles compétences nouvelles les gouvernements des Douze sont prêts à confier à une autorité communautaire et à réformer les institu-

tions pour garantir un contrôle démocratique des décisions communautaires. Celles-ci porteront aussi bien sur les questions de diplomatie extérieure et de sécurité que sur la mise en place progressive d'une monnaie commune.

Les conférences de Rome seront préparées sous le contrôle des ministres des Affaires étrangères. Elles déboucheront sur une refonte du Traité de Rome, le texte fondateur de la CEE qui date de 1957. L'expression de «gouvernement européen» a été employée hier matin par le président François Mitterrand.

En attendant l'union européenne, les Douze devraient commencer à se doter d'une politique commune en matière de relations extérieures et de sécurité, estime M. Mitterrand.

Si les Douze ont pris sans difficulté la décision formelle de convoquer les deux conférences, ils

sont loin d'avoir des idées communes sur le résultat espéré. La Grande-Bretagne, en particulier, reste farouchement opposée à tout abandon de souveraineté, tandis que le Portugal a rappelé son souci de préserver les identités nationales, même s'il n'a «aucune réserve quant à l'objectif final de l'union politique», selon le ministre des Affaires étrangères João Deus Pinheiro.

Et l'escarmouche survenue entre M. Mitterrand et le premier ministre britannique Margaret Thatcher illustre bien les différences d'approches et d'idées qui restent à surmonter.

Mme Thatcher, opposée à l'idée d'une monnaie unique européenne, a voulu stigmatiser les risques d'une perte d'indépendance nationale en matière monétaire. Selon elle, si la France a un taux de chômage plus élevé que la Grande-Bretagne, c'est que le franc est aligné sur le mark.

Ce à quoi M. Mitterrand a répliqué que l'inflation britannique était bien plus forte que la hausse des prix française et que le taux de chômage élevé en France était plutôt lié à une adaptation tardive de l'appareil de production.

Symboliquement, le Premier ministre allemand Lothar de Maizière avait été invité à déjeuner par les Douze. D'ici peu, la RDA devra commencer son adaptation aux normes et règlements communautaires, au fur et à mesure que l'unification allemande progressera.

En soirée, les Douze mettaient à l'épreuve leur volonté d'agir en commun en discutant d'une aide à l'URSS. Le chancelier Helmut Kohl et M. Mitterrand avaient jugé, vendredi, «urgent» pour la CEE de se prononcer pour une aide à l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev mais Londres considérait ce geste prématuré.

Perez de Cuellar offre sa médiation aux Israéliens et aux Palestiniens

Reuter, AFP et UPI
JÉRUSALEM

Jean-Claude Aimé, émissaire de l'ONU en Israël et dans les Territoires occupés, a remis hier au premier ministre Yitzhak Shamir une proposition écrite du secrétaire général Javier Perez de Cuellar visant à apaiser les tensions au Proche-Orient, indique-t-on de source gouvernementale.

Perez de Cuellar a proposé son assistance en laissant entendre qu'il pourrait assurer une médiation entre Israël et les Palestiniens ou les États arabes, a-t-on précisé.

Shamir a remercié l'ONU de cette offre mais il a déclaré que l'initiative de paix de l'État hébreu visait elle-même à réduire les tensions dans la région, a-t-on

ajouté de même source. La semaine dernière, Perez de Cuellar avait exprimé l'espoir que l'on trouve rapidement les moyens de rétablir le contact entre les États-Unis et l'OLP, rompus par le président George Bush.

Shamir, dont le refus de dialoguer avec les Palestiniens bloque le processus de paix instauré par les États-Unis, a d'autre part affirmé hier que «la suspension du dialogue USA-OLP favorisera la promotion du processus de paix», a-t-on indiqué toujours de source officielle à Jérusalem.

«Israël pourra désormais discuter avec les modérés palestiniens des Territoires occupés d'un arrangement fondé sur les accords de Camp David», a dit Shamir devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset. Il a expliqué qu'il serait question d'abord

de pourparlers sur l'autonomie, puis de négociations d'ensemble.

Shamir, qui dirige un cabinet d'extrême-droite, a par ailleurs minimisé les déclarations faites la veille par les ministres Ariel Sharon (Habitat) et Yuval Neeman (Sciences et Énergie), s'engageant au nom du gouvernement à ne pas installer les nouveaux immigrants juifs soviétiques vers les Territoires occupés. «Ces propos ne font que réitérer ce que nous avons toujours dit», a affirmé Shamir, niant ainsi avoir cédé aux pressions américaines, soviétiques et de la diaspora juive sur cette question, qui menace l'avenir des 1,7 million de Palestiniens des Territoires occupés, et donc la paix.

Mais dans une lettre adressée au président Mikhaïl Gorbatchev, d'URSS, dont le texte a été divulgué hier par des sources autorisées, Shamir assure qu'Israël ne

conduit pas de politique d'implantation des immigrants juifs dans les Territoires occupés et que seuls quelques-uns d'entre eux s'y sont déjà installés.

Le chef du Likoud y demande à Gorbatchev de ne pas céder aux pressions des pays arabes qui réclament l'arrêt de l'émigration des juifs soviétiques vers Israël. «Je souhaite attirer votre attention, de la façon la plus sincère et la plus officielle qui soit, sur le fait que la campagne déclenchée par les Arabes ne concerne pas l'implantation (des juifs) dans les Territoires, mais l'immigration juive dans son ensemble et vise l'existence même de l'État d'Israël», écrit Shamir dans sa lettre qu'il qualifie lui-même d'«inhabituelle».

De source officielle, on ajoute que Shamir adressera bientôt une lettre au chef

de l'Exécutif américain afin de lui faire connaître de façon détaillée la position d'Israël à propos du processus de paix au Proche-Orient.

Enfin, une fillette de huit ans est morte hier dans un hôpital de Jérusalem où elle était soignée de blessures infligées il y a deux jours par des soldats israéliens en Cisjordanie. Zahiyyeh Abd al Karim Masimi, du camp de Tulkarm, fut touchée au coccyx, ont précisé les médecins.

Selon le Centre israélien pour les droits de l'Homme dans les Territoires occupés, 154 enfants âgés de moins de 16 ans ont été tués par les soldats israéliens depuis le début du soulèvement palestinien en décembre 1987. Les Israéliens ont tué au moins 679 Arabes en 30 mois d'Intifada. Les Palestiniens ont tué 215 Arabes, accusés de collaboration avec Israël; et 46 juifs ont trouvé la mort.

200 000 PERSONNES AU DÉFILE DE LA SAINT-JEAN



Certains avaient revêtu le fleurdelisé et le portaient même aux pieds.



Parmi les drapeaux déployés, de nombreux participants au défilé brandissaient une pancarte à saveur politique.



On se perchait où l'on pouvait sur le parcours du défilé.

« Québec 68 » avait rompu la tradition qui vient de renaître

LILIANNE LACROIX

« Je suis resté par curiosité: je voulais voir ce qui allait se passer... »

Le matin du 25 juin 1968, au lendemain du jour mémorable qui devait marquer la fin des défilés traditionnels de la Saint-Jean, c'est cette brève explication que donnait Pierre-Elliott Trudeau aux journalistes qui lui demandaient pourquoi il était resté sur la tribune d'honneur malgré l'agitation qui avait gagné la foule à son arrivée. Il voulait « voir ce qui allait se passer ».

Ce qui s'est passé... Les bouteilles et autres projectiles ont volé et une émeute a éclaté, menant à l'arrestation de 292 personnes, dont le chef du RIN, Pierre Bourgault. D'autre part, 123 personnes ont été blessées.

« Comme chef nouvellement élu des libéraux fédéraux, Trudeau avait déjà commencé à se bagarrer avec le populaire Daniel Johnson, alors premier ministre du Québec. Pour de nombreux Québécois, il représentait le porte-parole hargneux des fédéraux », se rappelle Denis Vaugois qui devait éventuellement devenir ministre sous le gouvernement péquiste.

Se faisant une fleur de confondre tous les séparatistes et les radicaux plus violents du FLQ (qui avait posé ses premières bombes au début des années 60), Trudeau, d'abord comme ministre de la Justice puis comme nouveau premier ministre non encore élu, avait clairement fait comprendre que, sous sa férule, les séparatistes allaient plier.

Il avait d'ailleurs décrété les élections générales pour le lendemain, 25 juin, qui allait marquer le début de son règne. Dans ces circonstances, sa seule présence au défilé était vue par un certain nombre comme un affront. Ces événements malheureux de 68 devaient précipiter l'abandon du défilé traditionnel.

L'édition 1969 allait planter le

dernier clou dans le cercueil. Pour éviter des problèmes, la Ville avait ordonné que le défilé, qui avait eu lieu le soir de 1963 à 1968, se déroule cette fois en plein jour.

Malgré tout, devant le Ritz-Carlton, des manifestants renversaient le char de Saint-Jean-Baptiste, décapitant du même coup la statue du saint patron des Canadiens français.

Pendant vingt ans, à part deux petites tentatives de réanimation qui n'ont guère eu de succès, le défilé devait tomber dans l'oubli.

Rappelons au passage qu'en 1981, on eut droit à un défilé dans les règles, avec chars allégoriques et tout le tralala. Les personnages et les scènes, tous de papier, étaient l'oeuvre de Claude Lafortune. « Une vraie oeuvre d'art », lance Mme Simone Robitaille, historienne de la Société Saint-Jean Baptiste. Mais les gens n'ont pas embarqué... »

En 1988, d'autre part, même si personne ne semble s'en rappeler, trois défilés sont partis respectivement du Parc Laurier, du Parc Lafontaine et du Carré Saint-Louis pour se rejoindre à l'intersection des rues Rachel et Saint-Denis. Cet essai ne devait toutefois pas passer à la mémoire collective.

La déprime générale qui a suivi l'après-référendum n'était peut-être pas étrangère à ce manque de ferveur des années 80...

« Distinct » dès 1924

Depuis ses débuts officiels en 1924, le défilé annuel, dont la Société Saint-Jean Baptiste avait la responsabilité, a toujours rassemblé les francophones fiers de leur langue et de leur culture. En cette première année, c'est d'ailleurs à toute l'Amérique que nos grands-pères lançaient ce message plein d'émotion, qui devait servir de thème aux festivités de 1924: « Ce que l'Amérique doit à la langue française ».

Comme on le voit, la fierté du « caractère distinct » ne date pas d'hier. Déjà, certains, comme le



Ces deux enfants au visage peinturluré aux couleurs du fleurdelisé n'étaient pas nés en 1968.

célèbre journaliste Olivar Asselin, avaient émis leur désaccord sur la présence du mouton dans le défilé. Il n'aimait pas ce symbole de soumission. Mais la foule, elle, aimait bien le mouton tout mignon et l'enfant qui personnifiait saint Jean. En 1940, deux mois après la Saint-Jean, Camilien Houde, alors maire de Montréal, était emprisonné pour avoir ma-

nifesté trop ouvertement son opposition à la conscription.

En 1940, donc, la tendance à s'affirmer comme un peuple mûr et capable de décision s'est aussi manifestée dans le défilé. De 1940 à 1947, le personnage de saint Jean-Baptiste adulte fut substitué au garçonnet aux cheveux bouclés.



Une manifestation spontanée, dimanche soir, a conduit les participants devant la maison de Pierre-Elliott Trudeau sur l'avenue Des Pins.

PHOTOS: Pierre McCANN
Bernard BRAULT
et Luc Simon PERRAULT

L'intérêt pour la Saint-Jean n'en diminua pas moins. En 1952, un feu devait détruire tous les chars allégoriques la veille du défilé. Dans la nuit même, les chars étaient refaits par des milliers de bénévoles...

« Dans ce temps-là, il y avait des dizaines de fanfares représentant, entre autres, des membres des corps de métier (cordonniers ou bouchers, par exemple). La fête durait alors une semaine », se rappelle Mme Robitaille, doyenne de la Société, âgée de 72 ans.

Mais la demande populaire exige en 1948 le retour du garçonnet blond et frisé. Il devait survivre jusqu'en 1963, un an de plus que son mouton qui, lui, apparaissait pour la dernière fois en 1962. Une statue de saint Jean adulte devait lui succéder... jusqu'à ce qu'elle soit décapitée.

Le monde québécois avait changé. En 1959, Maurice Duplessis meurt après avoir été la figure politique dominante pendant des années. En 1960, les libéraux accèdent au pouvoir sous l'impulsion de Jean Lesage. C'est le début de la Révolution tranquille, qui allait entre autres entraîner un attiedissement de la ferveur religieuse. Avec la montée du séparatisme, la Saint-Jean devait perdre ce qui lui restait de religieux pour devenir de plus en plus politisée.

Un oeuf pour Camilien Houde

De tout temps, elle avait d'ailleurs eu cette tendance à l'affirmation politique. Un des adversaires de Camilien Houde lui avait d'ailleurs jeté des oeufs alors que celui-ci paradait au sein du défilé, une scène qui ressemble étrangement à celle de 68.

D'ailleurs, si le défilé a été structuré de façon plus homogène en 1924, si on a alors établi le rite des thèmes annuels, on a assisté presque depuis le début de la colonie à ce qu'on appelait alors « des processions de la Saint-Jean ».

En 1666, Mgr Laval, revêtu de ses habits pontificaux et suivi du clergé en surplis menait ainsi la procession jusqu'au bûcher où il devait solennellement allumer le feu de la Saint-Jean.

Les processions plus organisées débutaient en 1843. La Société Saint-Jean Baptiste, fondée en 1834, avait cette envie de rassembler les « Canadiens-Français » dans une grande manifestation. Avec les Papineau et compagnie, la politique y était toujours étroitement mêlée. D'ailleurs, en 1835, Jacques Viger, alors maire de Montréal, était aussi président de la Société. En 1837, les patriotes, dont le fondateur de la Société Ludger Duvernay, avaient dû fuir aux États-Unis, leur tête étant mise à prix. Au retour, en 1842, on réorganise la Société. Cette année-là, un défilé a lieu à Québec. L'année suivante, la tradition débute officiellement à Montréal.

En 1874, le petit Journal parle des implications politiques de la Saint-Jean. Du défilé qui faisait parader quelque 15 000 personnes dans une foule évaluée au double, la moitié venait des États-Unis. C'était alors la Fête des Canadiens-Français, du Québec, des États-Unis ou d'ailleurs au Canada. Cette année-là, Louis Riel, alors en exil aux États-Unis, devait être louangé comme un héros. Quelques années plus tard, il était pendu à un gibet.

Soulignons enfin que si les thèmes ont parfois touché le Saint-Laurent, le folklore, la mère canadienne ou les sciences, certains ont directement visé la politique, parlant de « La Patrie, c'est ça », en 1947, d'« Hommage aux Patriotes 1837-38 » en 1925 ou de « Sa Majesté la Langue française » en 1957.

Si vous vous demandez quel était le thème du défilé agité de 1968, il était on ne peut plus neutre, on ne peut plus insignifiant. C'était tout simplement: « Québec 68 ».

Mgr Turcotte parle d'un Québec ouvert aux autres dans « leurs différences »

« Les peuples comme les individus sont appelés à s'affirmer eux-mêmes, à se poser dans le monde selon leurs traits et leurs potentialités propres », a déclaré dimanche l'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, à l'occasion de son homélie de la Saint-Jean.

Le leader religieux, qui a célébré la messe traditionnelle de la fête du patron des Canadiens-français en l'église Saint-Jean-Baptiste, rue Rachel, a profité de l'occasion pour rappeler, « dans le contexte historique particulier que nous vivons », un certain nombre de principes qui doivent, selon lui, guider les Québécois catholiques.

« Il n'appartient pas à l'Église de prendre option pour telle forme de gouvernement, pour telle mesure constitutionnelle, aussi longtemps que sont respectés les droits fondamentaux des personnes et des groupes », ce qui est le cas au Québec, a-t-il indiqué.

« L'Église réaffirme le droit des peuples à décider de leur destin » et « elle respecte le choix de chaque peuple », mais cette affirmation de soi doit aller de pair avec une ouverture aux autres « dans leurs différences ».

« Les francophones du Québec, fiers du peuple qu'ils forment, n'épuisent pas la réalité québécoise », affirme Mgr Turcotte pour qui la communauté anglophone ainsi que les autochtones « ont leur place historique acquise dans un habitat que les francophones partagent avec eux ».

Dans cette société, il est normal qu'il existe des tensions entre les groupes humains, croit l'archevêque de Montréal, car « elles font partie de la vie. Elles sont facteurs de croissance, aussi longtemps qu'est exclu tout recours à la violence et au fanatisme ».

Mais, au-delà des enjeux politiques, « ce sont les enjeux moraux et spirituels qui détermineront davantage l'avenir » de la société québécoise, a ajouté Mgr Turcotte en identifiant certains « comportements » qui sont source d'inquiétude, selon lui: la soif de posséder, l'élargissement du fossé entre riches et pauvres, l'individualisme, la montée de la violence (dont l'avortement), le laxisme moral et l'indifférence religieuse.

Une manifestation spontanée pour marquer la journée de la Fête nationale

Presse Canadienne

Si le mauvais temps, dimanche matin, avait incité les organisateurs à reporter à hier le défilé de la Fête nationale du Québec dans les rues de Montréal, cela n'a pas empêché quelque 5000 personnes d'organiser spontanément leur propre défilé, dimanche.

Une cinquantaine d'entre eux ont même investi le Stade olympique, où s'affrontaient les Expos et les Pirates de Pittsburgh; ils y ont invité les amateurs de baseball à les suivre dans leur tournée de la ville. Peu d'amateurs ont toutefois accepté l'invitation.

« Nous sommes ici pour célébrer la mort de l'Accord du lac Meech et amorcer une nouvelle ère pour le Québec, a expliqué l'un des manifestants, Albert Langlois; l'indépendance s'en vient. C'est le début. »

C'est aujourd'hui le 24 juin, notre journée nationale; et nous allons faire un grand défilé, peu importe si cela a ou non un caractère officiel », a dit pour sa part Jules Bernadette,

C'est au parc Lafontaine que tout a commencé. Une cinquantaine de personnes, déçues que le défilé officiel soit reporté, y ont mis sur pied leur propre marche. Au fur et à mesure que les marcheurs défilaient dans les rues, le groupe grossissait; en fin d'après-midi, il était fort de quelque 5000 marcheurs.

Après s'être rendu aux abords du Stade olympique — quelque 50 manifestants ont tenté d'aller sur le terrain où avait lieu le match entre les Expos et les Pirates —, les marcheurs sont retournés au parc Lafontaine avant de défilé devant l'édifice d'Hydro-Québec, où se trouve le bureau à Montréal du premier ministre Robert Bourassa.

En début de soirée, sous une discrète surveillance policière, les marcheurs se pointaient sur le passage piétonnier du pont Jacques-Cartier avec l'intention de se rendre sur l'île Sainte-Hélène.

La police a dû faire appel à du personnel supplémentaire dont le travail n'était plus requis puisque le défilé officiel avait été reporté à aujourd'hui.

Ils étaient 101 000 aux « portes du pays »

La foule de l'île Sainte-Hélène était venue faire le pont avec la Saint-Jean de 1976



202 000 mains ont fait la vague...

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse
Jean Duceppe a rappelé l'urgence du pays.

BRUNO DOSTIE

Ils étaient venus 101 000 aux « portes du pays », selon le décompte de Michel Rivard. Plus jeunes qu'au défilé de l'après-midi. Les coudes plus serrés dans l'enclos où ils s'entassaient sans doute en plus grand nombre que prévu. Et peut-être plus déterminés. Capables en tout cas de leurs 202 000 mains, de donner à l'expression « faire la vague » comme ils l'ont fait sur le « Je voudrais voir la mer » de Michel Rivard, le sens de « faire des vagues ».

Car dans un calme étonnant, bercé par l'une des plus douces soirées de cet été hésitant, ils étaient venus afficher leur détermination. Et affirmer l'urgence du pays.

Une urgence que, bien sûr, Jean Duceppe leur a rappelée dès le coup d'envoi. Et que n'ont évidemment pas contredite les Gilles Vigneault, Paul Piché et Michel Rivard en puisant dans leurs répertoires, leurs chansons les plus convaincantes sur la langue et le pays. Mais une urgence que Diane Dufresne leur a peut-être fait sentir avec le plus d'émotion. D'abord en donnant un sens inédit, ou en tout cas plus clair, à des choses comme « Ne tuez pas la beauté du monde » et « Le Retour de Don Quichotte » de Michel Rivard. Ensuite et surtout, en composant pour la circonstance un hymne presque naïf tant il reflétait nos hésitations — « Depuis le nombre d'années que je veux me séparer », a-t-elle commencée — pour les canaliser par des phrases qui suivaient notre évolution et accusaient nos indignations — « Ne mets plus jamais les pieds sur mon drapeau » — jusqu'au sentiment qui est devenu celui de tous : « Le temps est passé de dormir sur nos lauriers ».

Et la foule de conclure d'une seule voix : « Un pays! Un pays! Un pays! »

Tout au long de ce spectacle, la foule scandait ainsi la litanie du pays. Tantôt « Un pays! », tantôt « Québec libre! ».

Mais la même foule savait aussi chanter en douceur le refrain de « La Complainte du phoque en Alaska ». Se laisser bercer par les mots d'amour des chanteurs. Faire tout sentiment d'hostilité. Elle scandait « Québec libre! ». Mais jamais « Chrétien au poteau! », comme au défilé de l'après-midi.

Tout ça était dépassé. On était en fait venu faire le pont. Faire le pont avec la Saint-Jean de 1976, sur la montagne, qui a précédé l'élection du PQ. Et celle-ci, qui ne suivait plus Meech, semblait-il, mais effaçait plutôt des années d'hésitation, devenait comme un dernier « rappel » de l'autre, annonçant tranquillement l'avènement imminent du pays.



Un pays! Un pays!, criait la foule.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

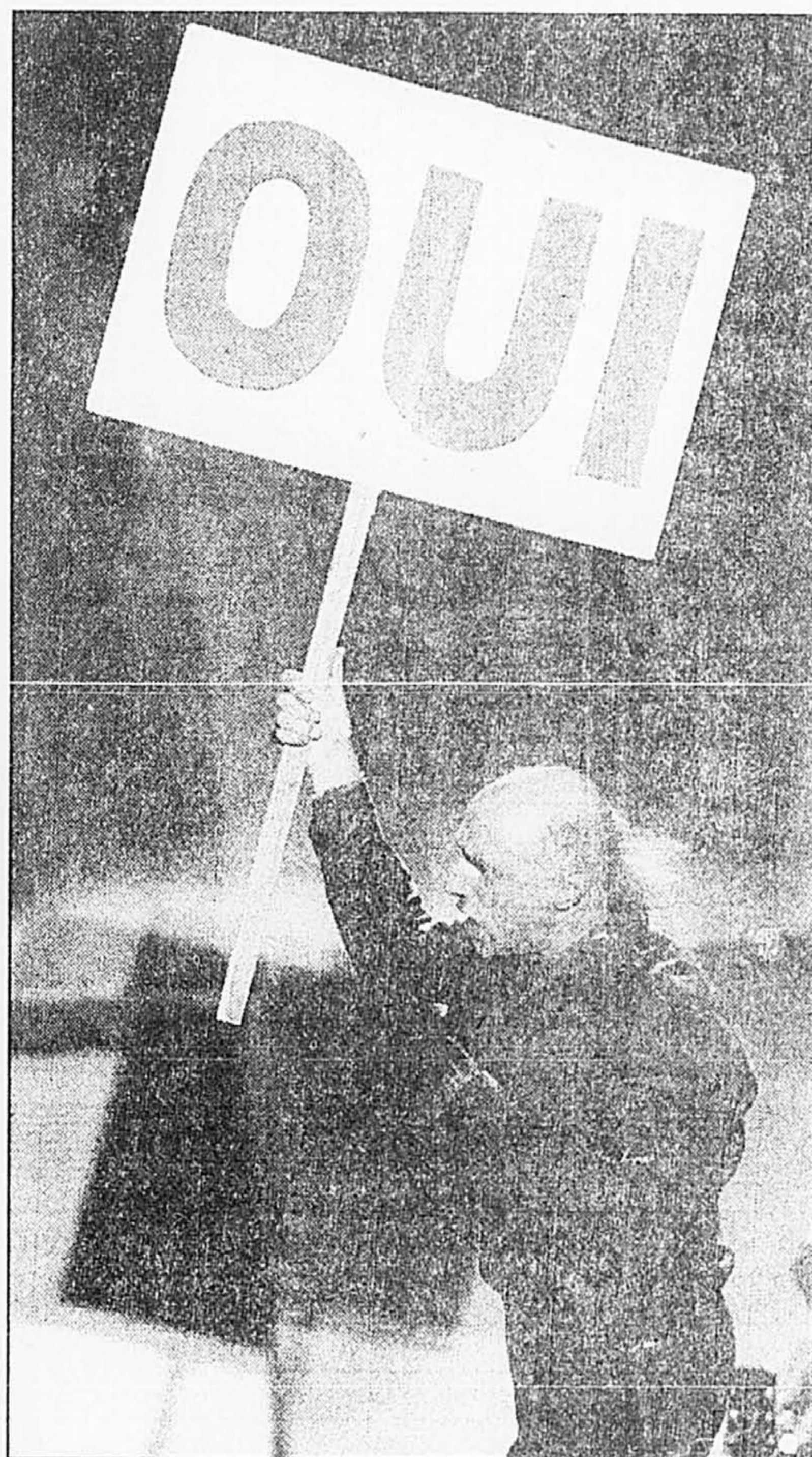


PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse
Gilles Vigneault a tiré les chansons les plus convaincantes de son répertoire sur la langue et le pays.



Paul Piché, Laurence Jalbert, Gilles Vigneault, Diane Dufresne et Michel Rivard attendaient les 101 000 spectateurs aux portes du pays...

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

L'été



Gildor Roy sera à Beau et chaud.

Garden-Party (TOS)

18 h 30 et 22 h (R)
Gérard Blanc, Isabelle Lajeunesse, la chanteuse Maxime, Solange Harvey et la gagnante du concours Bikini Village.

Beau et chaud (RQ)

21 h et 16 h (R)
Gildor Roy, le groupe Hart Rouge et le Blues à Normand.

Ferland/Nadeau (TM)

22 h et 13 h (R)
La chanteuse Rancee Lee.

L'Heure G (RC)

23 h 05 et 17 h (R)
Edith Butler, Ghyslain Tremblay, Hélène Pedneault et l'entomologiste Georges Brosard.

Musique



CLAUDE GINGRAS

Lanaudière: la première semaine

Le treizième Festival international de Lanaudière s'ouvrira hier soir par un concert de l'Orchestre du Conservatoire de Musique du Québec, qui terminait à l'Amphithéâtre sa tournée annuelle. L'orchestre présentait son programme à Montréal jeudi soir et j'ai rendu compte du concert le lendemain. Quant au concert d'hier soir à Joliette, il a été enregistré pour radiodiffusion à CBF-FM demain soir, 20 h.

Ce soir, 20 h, en l'église de Saint-Roch-de-l'Achigan (route 339, à mi-chemin entre Montréal et Joliette), c'est le premier de trois concerts consacrés à l'intégrale des treize Concertos pour clavier(s) de Bach présentée dans trois églises différentes par neuf de nos clavecinistes et l'ensemble Les Violons du Roy, de Québec, que dirige Bernard Labadie.

Au programme ce soir: trois Concertos pour un clavier, les BWV 1053, 1054 et 1058, avec Geneviève Soly, Denis Bédard et Mireille Lagacé, respectivement, et le Concerto pour deux clavecins en do mineur, BWV 1062, avec Mme Lagacé et sa fille Geneviève.

Vendredi soir, 20 h, à l'Amphithéâtre: programme d'airs et scènes des opéras *Evgeny Onieguine* et *Pikovaya Dama* («La Dame de pique»), de Tchaïkovsky, soulignant le 150^e anniversaire de la naissance du grand compositeur russe. Sous la direction de Semyon Vekshstein, on y entendra trois chanteurs du Bolchoï: le baryton Yuri Mazurok, entendu à Lanaudière l'an dernier, le soprano Galina Kalinina et le ténor Vladimir Bogatchov, ainsi que les Montréalaises Thérèse Sevadjian, Gabrielle Lavigne et Maria Popescu. (Coincidence: on pourra entendre Galina Kalinina samedi, 15 h 30, à CBF-FM, dans le rôle-titre d'une *Aida* enregistrée en spectacle à Lausanne.)

Comme on prévoit que les journaux seront «monopolisés» en fin de semaine par le Festival de jazz, qui débute vendredi soir, les médias assisteront à la répétition générale du concert Tchaïkovsky demain soir afin d'en rendre compte immédiatement — dans notre cas, vendredi, le jour même du concert.

Samedi soir, 20 h, également à l'Amphithéâtre: l'orchestre de chambre I Musici de Montréal, dir. Yuli Turovsky, et le trompettiste français Guy Touvron, élève de Maurice André, qui jouera la Suite en ré majeur de Handel (pour petite trompette) et le Concerto en mi bémol de Hummel et, avec la Montréalaise Manon LaFrance, le Concerto pour deux trompettes en do majeur de Vi-

valdi. Turovsky complétera avec l'orchestration de Mahler du Quatuor *Der Tod und das Mädchen* («La Mort et la jeune fille»), de Schubert.

Dimanche, 1^{er} juillet, à 10 h 30, à la Cathédrale de Joliette, l'office liturgique sera rehaussé de l'exécution de la *Messe à trois voix* d'André Caplet par les Cameraata Singers (25 chanteurs de l'université de Stony Brook, N. Y.), dir. Timothy Mount, qui, de plus, chanteront le *O Salutaris*, également de Caplet, pendant la Communion.

Dans l'après-midi, 14 h 30, à l'Amphithéâtre: l'Ensemble Vivaldi, dirigé du clavecin par Hank Knox, et la violoniste Deni-

se Lupien dans les fameuses *Quattro Stagioni* («Quatre Saisons») de qui on sait.

Enfin, lundi, 20 h, en l'église de Notre-Dame-des-Prairies (en banlieue de Joliette): Yuri Mazurok et son fils au piano dans un récital de mélodies de Tchaïkovsky et de Rachmaninov (dix de chaque compositeur).

«MOZART PLUS» UN SEUL SOIR

Le deuxième programme de la série estivale «Mozart Plus» de l'Orchestre Symphonique de Montréal à la basilique Notre-Dame ne sera donné qu'une fois: ce soir, 19 h 30. Le chef polonais Stanislaw Skrowaczewski, qui

ouvrira la série la semaine dernière, dirigera cette fois la neuvième Symphonie de Bruckner. En début de concert: la violoniste roumaine Miriam Fried dans le Concerto K. 219, en la majeur, de Mozart.

DÉBUT DE SAISON À L'ORATOIRE ET À L'ARÉNA

La 19^e saison consécutive des récitals du mercredi soir, 20 h, à l'orgue de l'Oratoire Saint-Joseph débute demain. L'invité: Gerald Wheeler, l'organiste de la Christ Church Cathedral. Son programme: troisième Sonate de Mendelssohn, *Suite du deuxième ton*, de Clérambault, Toccata et Fugue en fa majeur, BWV 540, de Bach, cinquième Sonate d'Alexandre

Guilmant et *Variations sur un vieux Noël*, de Marcel Dupré.

Demain soir également, 20 h, débute la série 1990 des concerts populaires (avec petits repas aux tables) à l'Aréna Maurice-Richard. Demain soir, ainsi que le lendemain, même heure, on y entendra l'Orchestre Symphonique de Montréal dirigé par Richard Hoenich et quatre chanteurs locaux, Marie-Danielle Parent, Gabrielle Lavigne, Benoît Boutet et Michel Ducharme, dans un programme d'airs d'opéras français.

A TRESTLER JEUDI

Le pianiste Claude Savard est l'invité du concert hebdomadaire de la Maison Trestler, de Dorion, jeudi soir, 20 h. Il jouera des œu-

vres de Bach, Mozart, Beethoven, Schubert, Schumann et Debussy (détail du programme non communiqué).

LA «BOURSE ARIA»

La bourse de 1000\$ décernée annuellement par le magazine *Aria* à un stagiaire de l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal va cette année à Desmond Byrne, baryton, qui se produit présentement dans *Der Rosenkavalier*, de Richard Strauss, à la Canadian Opera Company, de Toronto. La bourse au même montant offerte par le soprano Diana Soviero à un stagiaire a été décernée à Maria Popescu, mezzo-soprano, qui chante cette semaine à Lanaudière.

★ LA BAIE ★

OPÉRATION BULLES DE SAVON!

40 % DE RABAIS



Pears. Boîte contenant 12 pains de savon de 75 g. Ord. 16,68 Solde 9,99 ch.

55 % DE RABAIS



Baycrest. Jeu de 6 savons d'invité, 45 g chacun. Flocons d'avoine ou lanoline. Ord. 3,49 Solde 1,49 ch.

C'EST CLAIR ET NET! AUBAINES, PRIMES ET CONCOURS

30 % DE RABAIS



Puhl. Pain de savon fantaisie, aspect marbré. Couleurs variées. Après lancement 2,95 Solde 1,99 ch.

30 % DE RABAIS



Fa. Tous les bains moussants, les gels de douche et les sels de bain. Parfums variés. Ord. 4 \$ à 28,95 Solde 2,79 à 19,99 ch. Tant qu'il y en aura!

PARTICIPEZ AU CONCOURS FA À LA BAIE! VOUS POURRIEZ GAGNER UN CABRIOLET GTS DE VOLKSWAGEN!

Cette petite décapotable rouge pourrait être à vous! Durant l'opération bulles de savon à la Baie, Fa fera tirer une voiture à travers le pays. Aucun achat requis. Détails du concours aux comptoirs-caisses du rayon des produits de beauté de la Baie.



LA BAIE FAIT MOUSSER SA POPULARITÉ!

30 % DE RABAIS



Hagner. Bain moussant. Pomme verte, mangue, orange sauvage. pin ou sel de mer. 1 000 ml. Après lancement 9,99 Solde 6,99 ch.

EXTRA!



Perlier. Crème de bain, 500 ml 14,99 ch. (Valeur de 25 \$) Tant qu'il y en aura!

30 % DE RABAIS



Algemarin. Tous les bains moussants, les gels de douche et les sels de bain. Ord. 3,20 à 16,60 Solde 2,25 à 11,62 ch. Tant qu'il y en aura!

EXTRA!



SAVONS FA Paquet de 12 savons Fa de 80 g. 8,88 ch. (Valeur de 14,28). Tant qu'il y en aura! 888

UN SOLDE QUI SENT BON!

55 % DE RABAIS



Jean Naté. Lotion pour les mains et le corps. 500 ml. 5,99 ch. (Valeur de 17 \$) Pain de savon, 80 g. Ord. 1,95 Solde 79 c ch.

20 % DE RABAIS



Kappus. Savons à la glycérine, parfumés aux fruits, en boîte. Ord. 2,19 Solde 1,69 ch. En vedette! Savons à la glycérine, en forme de fruit. 2/2,99

30 % DE RABAIS



Belmira. Bain moussant, 500 ml. Pomme verte, citron, mandarine, etc. Après lancement 8,75 Solde 5,99 ch.

10 % DE RABAIS



Epilady Ultra. Appareil épilatoire rechargeable. Avec Epimitt et échantillon de lotion. Ord. 99,95 Solde 89,95 ch.

PARTICIPEZ AU CONCOURS ALGEMARIN À LA BAIE! VOUS POURRIEZ GAGNER UNE BROSSE MASSANTE EPISSAGE ULTRA!

Durant l'opération bulles de savon à la Baie, chaque magasin fera tirer un appareil de massage Epissage Ultra (Valeur de 119,95). Détails du concours aux comptoirs-caisses du rayon des produits de beauté de la Baie.

LES GROS PRIX, LA BAIE LES ENVOIE À LA DOUCHE!

EXTRA!



Vitabath. Et 50% en prime! Spring Green, Fresh Pink ou Plus. 900 g pour le prix de 600 g! 29,99 ch.

15 % DE RABAIS



Epi-Sauna. Sauna facial et vaporisateur. Se plie à 9 cm de hauteur. Ord. 99,95 Solde 49,95 ch.

30 % DE RABAIS



Algemarin. Bain moussant, 900 ml. Ord. 36,50 Solde 24,99 ch. Prime: à l'achat de ce produit, vous recevrez, sans frais, une brosse pour le bain (valeur de 8,99). Tant qu'il y en aura!

EXTRA!



Ipaze de France. Savon à la glycérine. Pomme, rose, orange ou citron. 3/2,49 ou 83 c ch. Tant qu'il y en aura!



VOS CARTES SONT MAÎTRESSES! Nous ne travaillons pas les cartes. A la Baie, vous jouissez d'un grand crédit!

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

EN VIGUEUR JUSQU'AU 7 JUILLET 1990.

HUILES ESSENTIELLES, BEAUTÉ NATURELLE À LA BOUTIQUE VIDÉLINA

À la boutique Vidéline, nous vous proposons toute une gamme d'huiles pour aider à préserver votre beauté et pour aider à vous prémunir contre les petites affections comme la sécheresse de la peau, les rides, les varices, etc. Enseignez-vous auprès de notre conseillère et profitez de notre prime!

PRIME: à l'achat de 30\$ ou plus de produits Vidéline, vous recevrez, sans frais, un format échantillon d'un produit Vidéline de 15 ml.

Produits Vidéline. Centre-ville de Montréal, 2^e étage.



Compagnie de la Baie d'Hudson

16ième Anniversaire



ANTIQUITÉS BONAVENTURE 28 juin — 1 juillet 1990 PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL

Plus de 100 principaux antiquaires d'Amérique du Nord offrent une sélection des plus diverses d'antiquités jamais montrées au Canada.

Heures d'ouverture:

Jeudi, 28 juin 11h à 22h
Vendredi, 29 juin 11h à 22h
Samedi, 30 juin 11h à 22h
Dimanche, 1 juillet 11h à 18h

Admission \$5,00, Enfants 75c, Age d'Or \$4,00

Une réalisation de Obsession Antiques Ltd. (514) 933-6175.

LES RÉCITALS D'ÉTÉ

le mercredi à 12 h 30 CATHÉDRALE CHRIST CHURCH (Ste-Catherine & Université)
le 27 juin Patrick Wedd, orgue
le 4 juillet Deborah Kraus, mezzo-soprano Michael Dumouchel, clarinette Margaret Wada, piano
le 11 juillet Richard Osmond, orgue
le 18 juillet William T. Tortolano, violon Dr. Wm Tortolano, orgue
le 25 juillet Margaret de Castro, orgue
offrandes volontaires renseignements: 843-6577